

Donación
Dr. Enrique Petracchi

C. J. HAMSON

Professeur de Droit comparé à l'Université de Cambridge

**POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE
ET
CONTROLE JURIDICTIONNEL
DE L'ADMINISTRATION**

**CONSIDÉRATIONS SUR LE CONSEIL D'ÉTAT
STATUANT AU CONTENTIEUX**

Traduit de l'anglais par
ANDRÉ COCATRE-ZILGIEN
Assistant à la Faculté de Droit de Paris

Préface de
RENÉ CASSIN
Vice-Président du Conseil d'État
Membre de l'Institut

P A R I S
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. FICHON ET R. DURAND-AUZIAS
20, Rue Soufflot, 20
1958

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE de M. René CASSIN, vice-président du Conseil d'Etat.....	I
REMERCIEMENTS DE L'AUTEUR.....	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Conseil d'Etat à l'œuvre</i>	13
1. — Introduction	13
2. — Le règne du droit.....	15
3. — Le recours en annulation.....	19
4. — La High Court anglaise et le Conseil d'Etat.....	22
5. — « Le ministre est d'avis que... ».....	26
6. — Contrôle juridictionnel des actes administratifs.....	29
7. — La Fonction publique en Angleterre.....	32
8. — Etude comparative.....	34
9. — Une affaire caractéristique (affaire <i>Barel</i>).....	35
10. — Les faits	37
11. — Défi au pouvoir discrétionnaire.....	39
12. — Moyens, conclusions et observations.....	41
13. — Procédure	44
14. — Intervention du Conseil d'Etat en matière de preuve... ..	46
15. — Fardeau de la preuve.....	48
16. — Recherche de la vérité.....	50
17. — Contrôle juridictionnel souverain	53
CHAPITRE II. — <i>Evolution historique du Conseil d'Etat</i>	55
1. — Dualité de fonctions.....	55
2. — Un groupe de fonctionnaires.....	57
3. — Protection du fonctionnaire.....	58
4. — L'opinion de Dicey.....	60
5. — Une institution empirique.....	63
6. — Les origines du Conseil d'Etat.....	66
7. — Principales fonctions	68
8. — Sections	69
9. — Unité - Action collégiale sans formalisme.....	70
10. — Unité - Esprit de corps.....	73
11. — Unité - Réunion hebdomadaire en Assemblée générale.....	74

12. — Unité - Connaissance des difficultés administratives	75
13. — Unité - Respect des décisions juridictionnelles.....	76
14. — Examen des vues de Dicey.....	79
15. — Droit de contester les décisions de l'Exécutif.....	84
16. — Confiance envers la section du contentieux.....	85
17. — Indépendance	86
18. — Publicité	87
19. — Structure	87
20. — Le commissaire du gouvernement.....	88
21. — Force exécutoire des arrêts.....	90
22. — Tribunal des Conflits.....	92
23. — Le Tribunal des Conflits : fardeau pour les plaideurs..	96
24. — Les fonctionnaires devant les tribunaux.....	98

CHAPITRE III. — *Fonctionnement et caractéristiques du Conseil d'Etat statuant au contentieux*..... 101

1. — Récapitulation	101
2. — Une récente expérience de transfert de compétence....	104
3. — Composition du Conseil d'Etat.....	105
4. — L'organe normal de jugement.....	106
5. — Le poids des chiffres.....	108
6. — Procédure	110
7. — Caractère secret	111
8. — Caractère inquisitorial.....	112
9. — Avantages sur le système anglais.....	113
10. — L'avocat	117
11. — Introduction des affaires.....	118
12. — Le rapporteur	119
13. — Le projet d'arrêt	121
14. — La séance de jugement.....	122
15. — L'arrêt	125
16. — Collégialité	129
17. — Des juges de tous âges.....	130
18. — Diversité des fonctions juridictionnelles.....	132
19. — Jurisdiction universelle.....	134
20. — En quoi la High Court et le Conseil d'Etat se ressemblent	136
21. — Attitude devant le droit.....	137
22. — Droit civil et droit administratif.....	140
23. — Un juge dynamique	142
24. — Dynamique, mais non pas instable.....	144
25. — La meule broie lentement.....	146
26. — Action directe contre le fonctionnaire personnellement.	147
27. — Expérience et discernement.....	150

CHAPITRE IV. — *Le droit élaboré par le Conseil d'Etat*..... 153

1. — Acte d'une autorité administrative.....	153
2. — Abandon de la théorie du ministre-juge.....	154
3. — Le principe : tout acte administratif est soumis au con-	

trôle du Conseil d'Etat.....	156
4. — Limites de la compétence du Conseil d'Etat.....	158
5. — Actes de l'Exécutif soustraits à la juridiction du Conseil d'Etat	161
6. — Quid de la raison d'Etat ?.....	161
7. — Affaires considérées comme non administratives.....	163
8. — Le Conseil d'Etat affirme sa compétence en dépit de certains textes paraissant la dénier.....	166
9. — De la liberté laissée à l'administrateur.....	169
10. — Frontières de la légalité administrative.....	171
11. — Violation de la loi.....	173
12. — « Ultra vires » et détournement de pouvoir.....	175
13. — Principes généraux du droit.....	179
14. — Règles de bonne administration.....	182
15. — Contrôle sur les juridictions administratives subordonnées	183
16. — Les devoirs imposés à l'administrateur par le Conseil d'Etat	186
17. — Du devoir incombant à l'administrateur d'entendre les intéressés avant de prendre certaines décisions leur faisant grief.....	189
18. — Les décisions de l'administrateur doivent être fondées sur des raisons suffisantes.....	191
19. — Les raisons de l'administrateur doivent être honnêtes et légitimes	193
20. — Un exemple de contrôle juridictionnel poussé à l'extrême	194
21. — Politique du Conseil d'Etat face au pouvoir discrétionnaire de l'administration.....	195
22. — Des commencements de preuve apportés par le requérant à l'appui de son pourvoi.....	197
23. — Le ministre refuse de répondre.....	198
24. — Pouvoir discrétionnaire.....	200
25. — L'affaire <i>Bouteyre</i>	201
26. — Arrêtés d'expulsion.....	203
27. — Terrains d'annulation	206
28. — Le contrôle du détournement de pouvoir.....	206
29. — Le contrôle de l'exactitude matérielle des motifs.....	208
30. — Le contrôle de la correction juridiques des motifs	211
31. — La liberté d'opinion des fonctionnaires.....	212
32. — Le devoir incombant au ministre de fournir les motifs de sa décision.....	213
33. — Contrôle juridictionnel créateur.....	216

CHAPITRE V. — *Remarques finales*..... 217

Annexe I. — « Statute Law », « Common Law », « Equity »..... 227

Annexe II. — Raison et Equité 231 |

ELÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE..... 233

TABLE DES MATIÈRES..... 235